



Promotion de la bonne gouvernance, lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent (SNAC Maroc)
Activité M4.4 : Formation certifiante sur les «Concepts de base de la lutte contre la corruption» et leurs aspects institutionnels et juridiques pour les agents publics

11-13 novembre 2014
Rabat, Maroc



Introductions:

Marijana Trivunovic

Tilman Hoppe

Qu'est-ce que la corruption?



- le vol
- le jeu
- l'adultère
- la consommation d'alcool

La corruption est le fait d'utiliser sa position de responsable d'un service public à son bénéfice personnel

La Banque mondiale

Les éléments clés:

- abus
- la fonction publique
- gain privé (illégitime)

Les formes spécifiques:

Corruption = pot-de-vin

La remise à un fonctionnaire ou agent public d'un avantage indu afin que celui-ci agisse ou s'abstienne d'agir dans l'exercice de ses fonctions officielles.

- dessous-de-table
- Qahwa
- commission occulte
- ? paiement de facilitation illicite



Corruption

« Est coupable de corruption et puni... quiconque sollicite ou agrée des offres ou promesses, sollicite ou reçoit des dons, présents ou autres avantages, pour: ... accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction, juste ou non, mais non sujet à rémunération ou un acte qui, bien qu'en dehors de ses attributions personnelles, est, ou a pu être facilité par sa fonction »

(Code pénal: Article 248)

Dispositions supplémentaires, Section III: Des Détournements et des Concussion Commis par des Fonctionnaires Publics (Art. 241- 247)

« Est coupable de concussion et puni... tout magistrat ou fonctionnaire public qui sollicite, reçoit, exige ou ordonne de percevoir ce qu'il sait n'être pas dû, ou excéder ce qui est dû, soit à l'administration, soit aux parties pour le compte desquelles il perçoit, soit à lui-même. »

(Article 243)

Trafic d'influence

L'échange d'avantages indus entre un fonctionnaire ou agent public (ou une personne chargée d'une mission publique telle qu'un juge) et un citoyen.

Trafic d'influence

« Est coupable de trafic d'influence et puni... toute personne qui sollicite ou agréé des offres ou promesses, sollicite ou reçoit des dons, présents ou autres avantages, pour faire obtenir ou [le] tenter... des faveurs quelconques accordés par l'autorité publique... ou, de façon générale une décision favorable d'une telle autorité ou administration, et abuse ainsi d'une influence réelle ou supposée. »

(Code pénal: Article 250)

Détournement de fonds

Le vol de ressources (publiques) par une personne dépositaire de l'autorité.

Détournement de fonds

« Tout magistrat, tout fonctionnaire public qui détourne, dissipe, retient indûment ou soustrait des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de ses fonctions, est puni... »

(Code pénal: Article 241)

Le favoritisme

Répartition biaisée des ressources publiques en attribuant des emplois ou des avantages à des amis ou parents, en-dehors de toute considération des qualifications

- le copinage
- le clientélisme
- le népotisme



Le favoritisme

« Est puni des peines prévues à l'article précédent, tout détenteur de l'autorité publique qui ordonne la perception de contributions directes ou indirectes autres que celles prévues par la loi, ainsi que tout fonctionnaire public qui en établit les rôles ou en fait le recouvrement.

Les mêmes peines sont applicables aux détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, accordent, sans autorisation de la loi, des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publics, ou effectuent gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat; le bénéficiaire est puni comme complice. » (Art. 244)

Exemple:

Un agent public visite une boutique de bijoux pour acheter un cadeau à sa femme. Le commerçant a un certain nombre de bijoux à lui montrer. Quand ce dernier regarde au loin, le fonctionnaire vole un des bijoux.

Est-ce une pratique de corruption? Oui ou non?
Pourquoi?

Exemple:

Un vendeur de fleur possède un stand à l'entrée principale de la Médina avec les plus belles fleurs de la ville. Elles sont à un prix raisonnable, sauf que pour l'Aïd al-Fitr, il augmente les prix de 50%, de sorte qu'un bouquet de fleurs qu'il vend habituellement pour 100 Dirham est au prix de 150 dirhams.

Est-ce une pratique de corruption? Oui ou non?
Pourquoi?

La corruption dans le secteur privé:

L'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins
privées

Transparency International

Est-ce que l'exemple du vendeur de fleurs est un
cas de corruption dans le secteur privé?

D'autres concepts utiles

conflit d'intérêts

Petite corruption/corruption administrative

La corruption politique / la grande corruption

La captation de l'État

La corruption systémique

(La corruption) la demande / l'offre

La corruption contrôlée / incontrôlée

Dichotomies

demande

corruption active

corr. administrative

corr. situationnelle

petite corruption

au niveau local, régional

dans le secteur privé

offre

corruption passive

captation de l'Etat

corr. systémique

grande corruption

au niveau central

dans le secteur public

Les causes de la corruption

L'envie / la faute morale

La pauvreté

Culture/ normes sociales

L'opportunité

Corruption = M + D – R =

Monopole + Pouvoir discrétionnaire - Responsabilité

Les conséquences de la corruption

- Les conséquences sur l'évolution économique
- Impact négatif sur le développement humain
- Les conséquences pour la démocratie et la primauté du droit

Peut-on mesurer la corruption?

Défis:

- Beaucoup de formes de corruption
- Une compréhension différenciée de ce qu'est la corruption
- Les actes de corruption sont secrets

Mesures possibles

- Les statistiques officielles (sur les infractions de corruption)
- Les statistiques en provenance des "hotlines" de dénonciation
- Les sondages

Exemple typique de question dans une enquête nationale

A quel niveau estimez-vous la corruption dans les
institutions / secteurs suivants:

- L'Education
- La Santé
- La Police
- La Magistrature
- L'administration publique

1 = pas du tout corrompu

5 = très corrompu

Exemple typique de question dans une enquête nationale

Lequel des secteurs suivants sont les plus corrompus:

- L'Éducation
- La Santé
- La Police
- La Magistrature
- L'administration publique
- Inspections/contrôle
- Douane
- etc.

Résultats typiques

Santé

Police

Inspections/contrôle

Douane

Magistrature

l'administration publique

L'Education

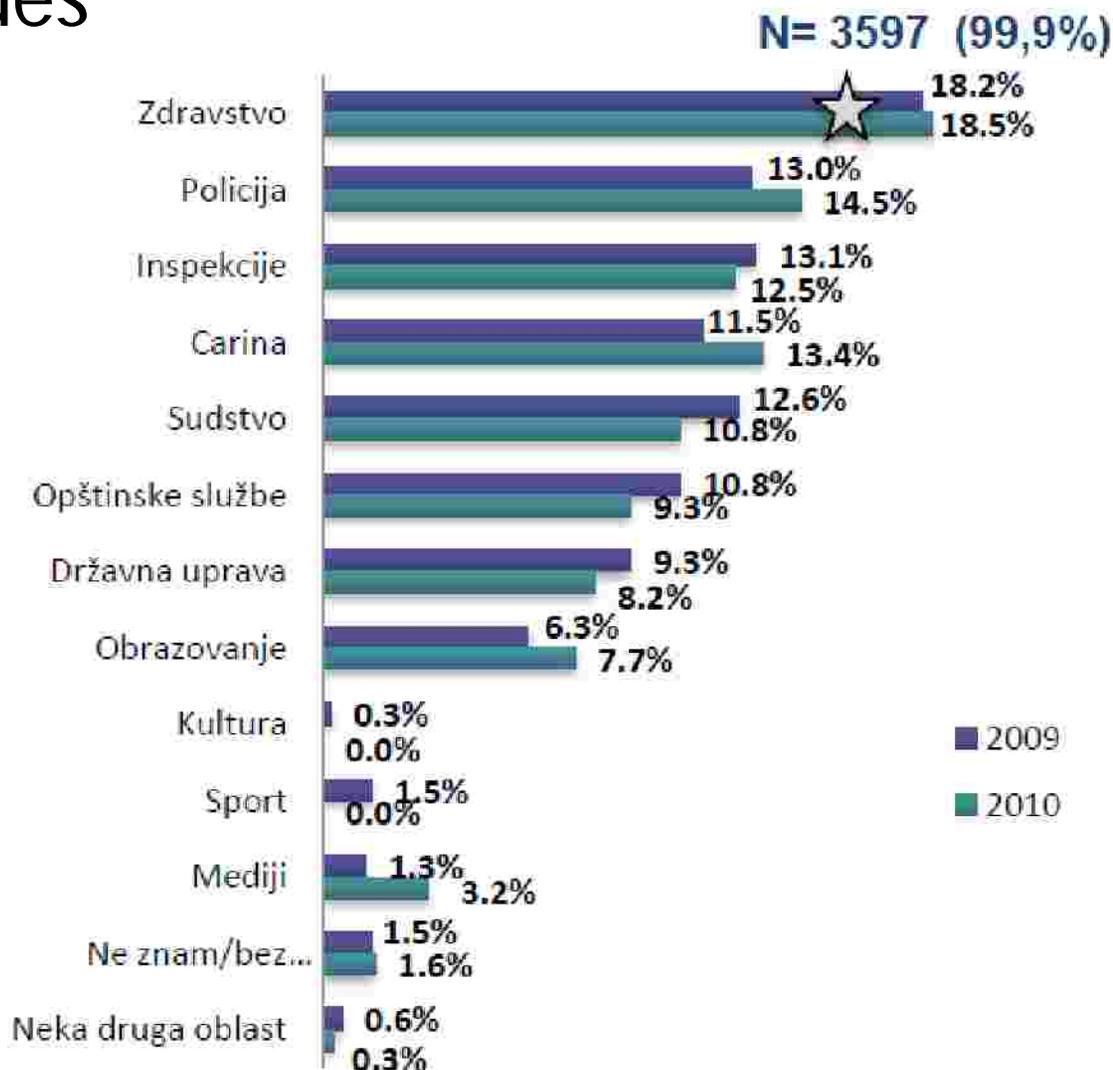
Culture

Sport

Médias

ne sait pas

un autre secteur

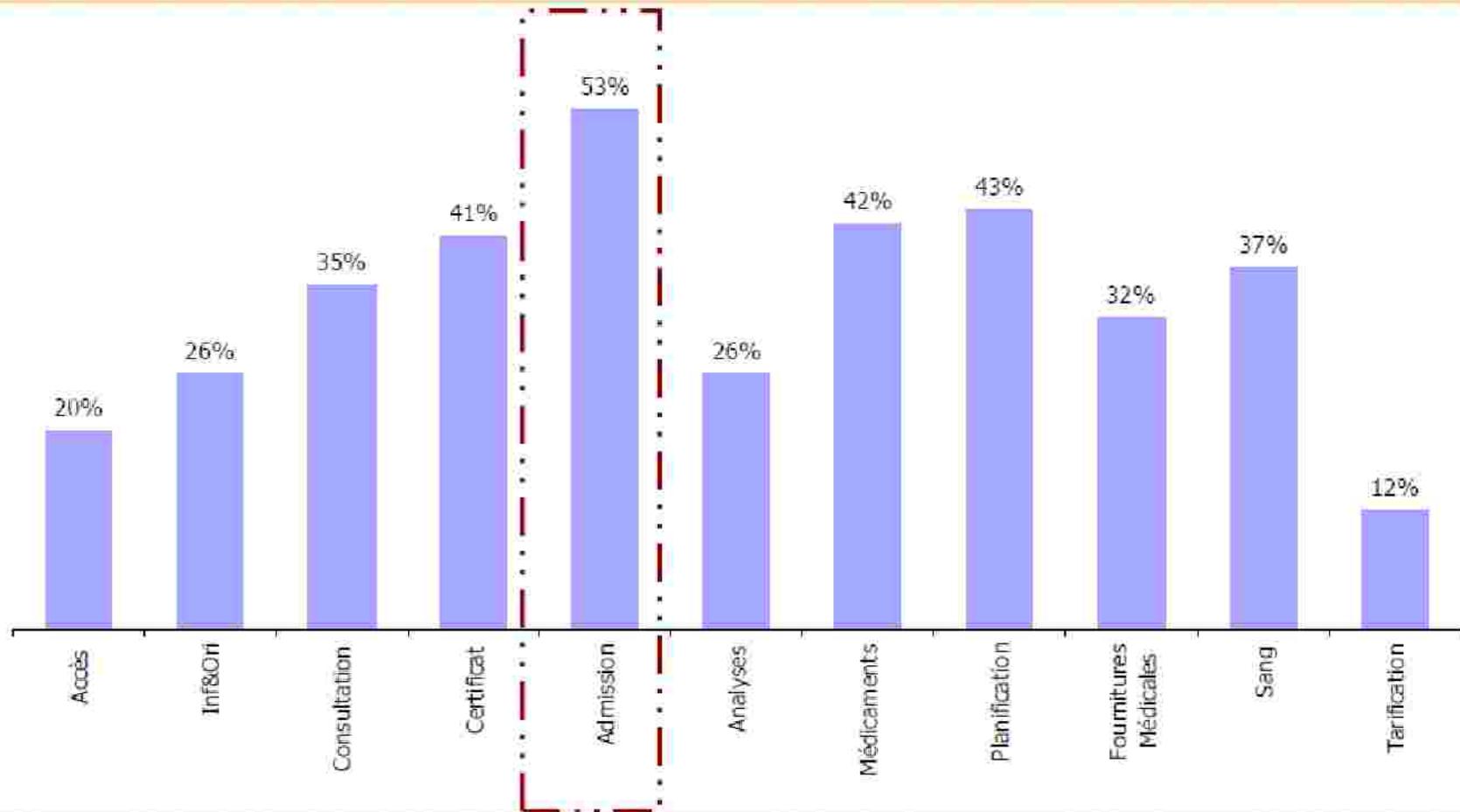


Enquêtes d'expérience:

Question typique:

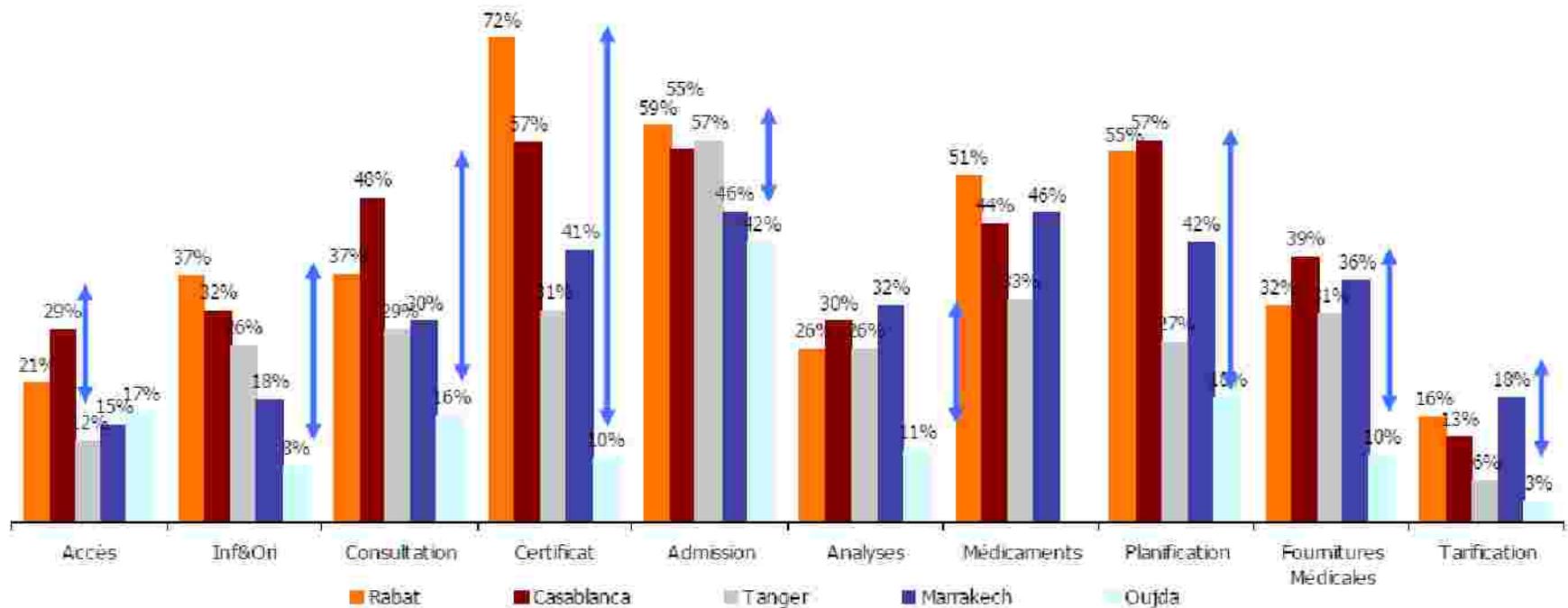
- Dans la dernière année, avez-vous ou un membre de votre ménage utilisé les services de... (santé)?
- Si oui, avez-vous ou un membre de votre ménage effectué un paiement non officiel?
- Quel a été le motif du paiement?
 - Il a été sollicité par un fonctionnaire
 - Pour accéder à un service plus rapide
 - Il s'agissait d'un cadeau de gratitude
- Pour quel service spécifique avez-vous payé?
- Combien avez-vous payé pour ce service?

Taux de corruption global par dispositif



ICPC 2011. Etude sur le phénomène de la corruption dans le secteur de la santé :
Evaluation et Diagnostic.

Taux de corruption par ville



Considérations sur les résultats de l'enquête:

- Des questions de perception ou sur une expérience?
- Est-ce qu'elles distinguent les secteurs / services
- Comment précisément sont formulées les questions? («corruption» contre «paiement non officielle»)
- Différences régionales (villes contre milieu rural)
- Qu'est-ce que les résultats ont effectivement démontré?

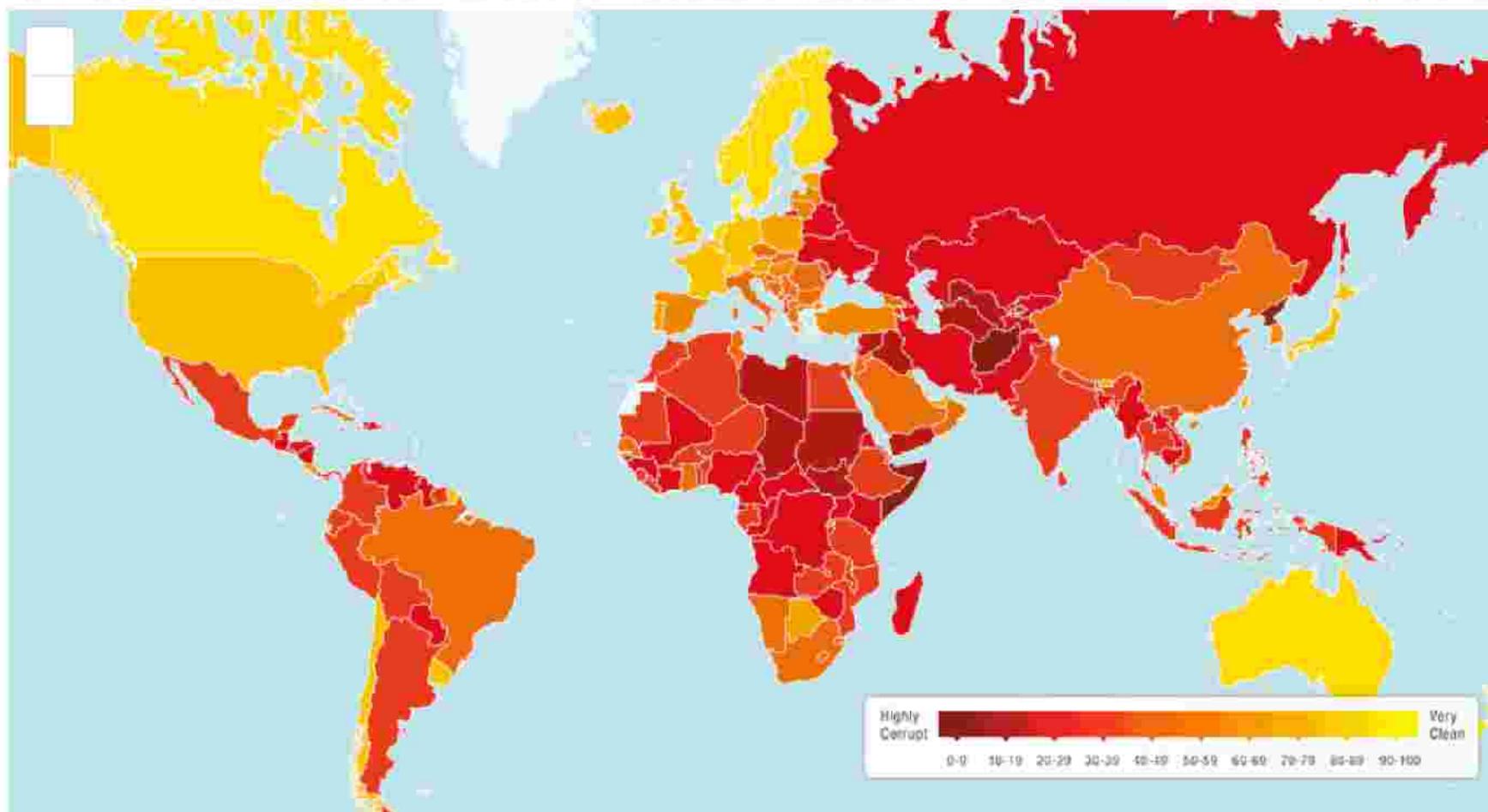
Des mesures quantitatives sont toujours limitées

Transparency International: www.transparency.org Indice de perception de la corruption (IPC)

Classe les pays en fonction de leurs niveaux de corruption perçus, déterminés par des évaluations d'experts/sondages:

- Fondation Bertelsmann – Indice de Transformation Bertelsmann
- Service d'information de l'Economist – Service Risque pays et Prévisions pays
- Freedom House – Nations in Transit
- Global Insights – Notations de risques pays
- Institute for Management Development – Rapport sur la compétitivité mondiale
- Forum économique mondial – Rapport sur la compétitivité mondiale

Indice de perception de la corruption de Transparency International, 2013 (cartographié par pays)



RANK	COUNTRY	SCORE	SURVEYS USED	CI: LOWER	CI: UPPER	2012 SCORE
1	Denmark	91	7	87	95	90
1	New Zealand	91	7	87	95	90
3	Finland	89	7	86	92	90
3	Sweden	89	7	85	93	88
5	Norway	86	7	82	90	85
5	Singapore	86	9	82	90	87
7	Switzerland	85	6	81	89	86
8	Netherlands	83	7	80	86	84
9	Australia	81	8	79	83	85
9	Canada	81	7	77	85	84
11	Luxembourg	80	6	75	85	80
12	Germany	78	8	74	82	79
12	Iceland	78	6	73	83	82
14	United Kingdom	76	8	74	78	74
15	Barbados	75	3	63	87	76
15	Belgium	75	7	71	79	75
15	Hong Kong	75	8	71	79	77
18	Japan	74	9	70	78	74

RANK	COUNTRY	SCORE	SURVEYS USED	CI: LOWER	CI: UPPER	2012 SCORE
82	Swaziland	39	4	36	42	37
83	Burkina Faso	38	7	32	44	38
83	El Salvador	38	6	35	41	38
83	Jamaica	38	6	35	41	38
83	Liberia	38	7	33	43	41
83	Mongolia	38	7	34	42	36
83	Peru	38	7	34	42	38
83	Trinidad and Tobago	38	4	30	46	39
83	Zambia	38	8	35	41	37
91	Malawi	37	8	34	40	37
91	Morocco	37	8	32	42	37
91	Sri Lanka	37	7	34	40	40
94	Algeria	36	6	31	41	34
94	Armenia	36	6	30	42	34
94	Benin	36	6	30	42	36
94	Colombia	36	7	33	39	36
94	Djibouti	36	3	22	50	36

Les évaluations analytiques

Plutôt que "mesurer" la corruption quantitativement,
ils évaluent les risques de corruption

- 1) Le cadre législatif
- 2) Le cadre institutionnel/organisationnel
- 3) La performance institutionnelle
- 4) les influences historiques, politiques et culturelles

Modélisation des institutions

Cadre législatif

Legislative framework

- Lois et règlements qui régissent le fonctionnement institutionnel
- Laws and regulations that govern institutional functioning

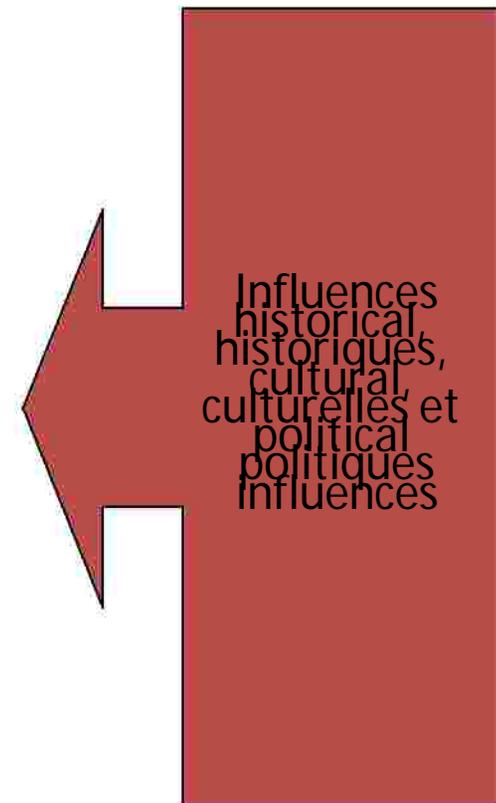
- l'organisation interne et externe de la chaîne de responsabilisation

Cadre organisationnel

- Architecture institutionnelle
- Politiques et procédures pour mettre en œuvre la mission
- Fonctions spécifiques (les affaires)

Performance de l'institution

- Conformité aux lois et procédures
- Prestation du service



Maroc santé: cartographie du risque

Secteurs (services/départements)	# de risques
Accès et admission	1
Achats de médicaments	4
Achat et maintenance de l'équipement	4
Admission	10
Analyses et radios	7
Consultation / Traitement	17
Enregistrement des médicaments	4
Information et orientation	6
Médicaments	7
Chirurgie	5
Prescriptions / Certificats	12
Ressources humaines	2
Facturation et paiement	5
Transfusions sanguines	3

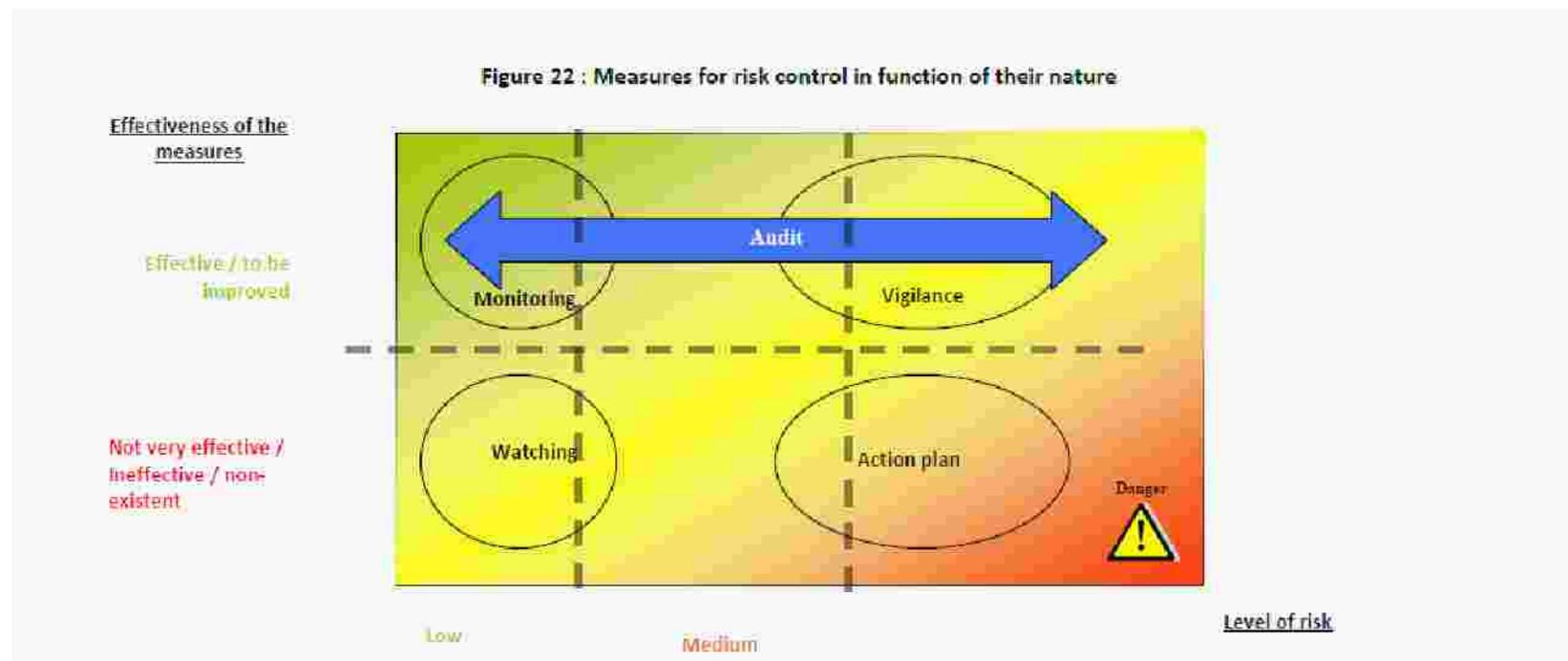
Classification du risque

Ø Évalue le sérieux de chaque risque selon trois critères :

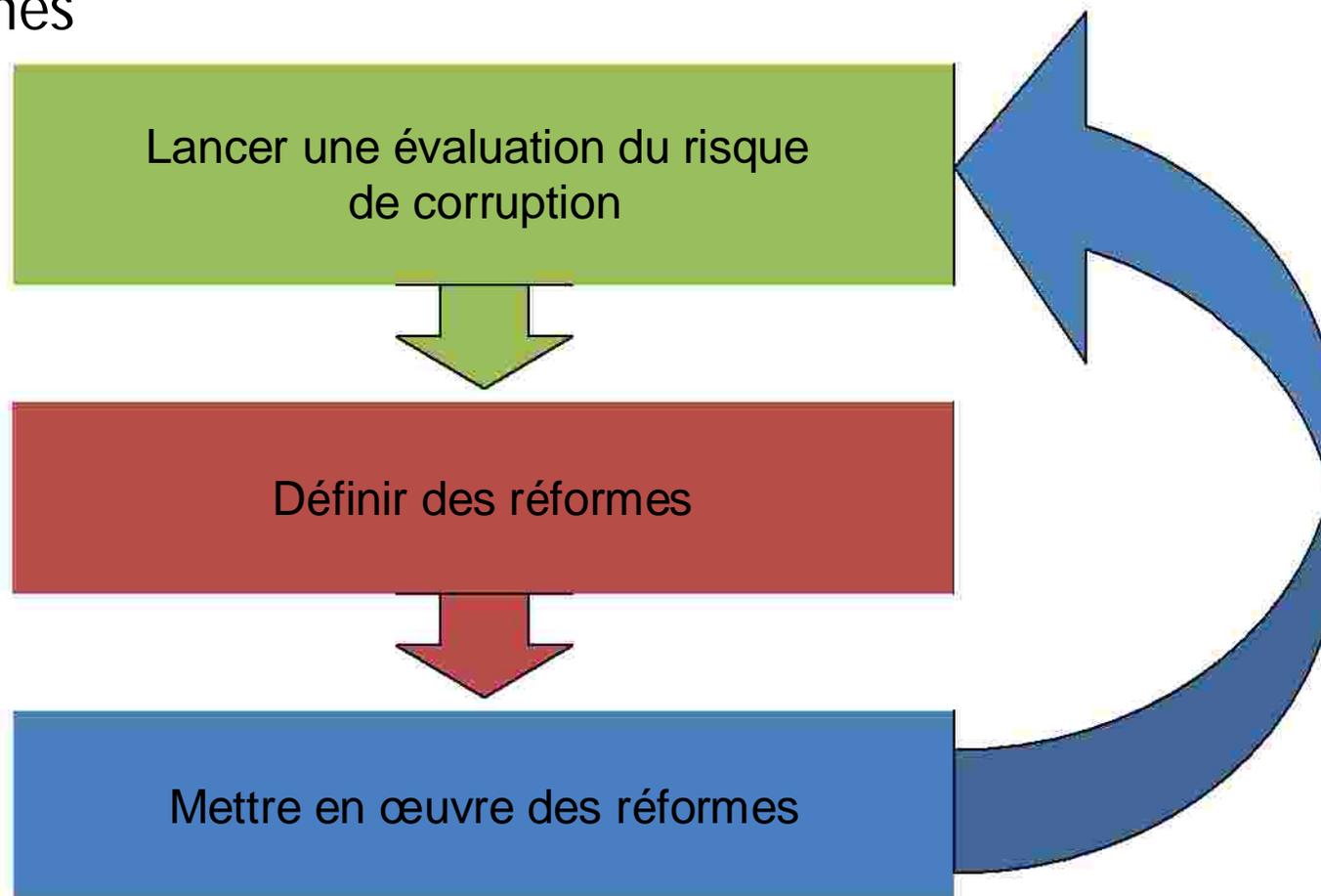
- l'impact économique
- l'impact social
- l'impact culturel et comportemental

Ø Prend en compte la probabilité de récurrence

Ø Prend en compte l'efficacité du niveau de contrôle



L'évaluation du risque de corruption fait parti du cycle des réformes



Méthodologie du Conseil de l'Europe

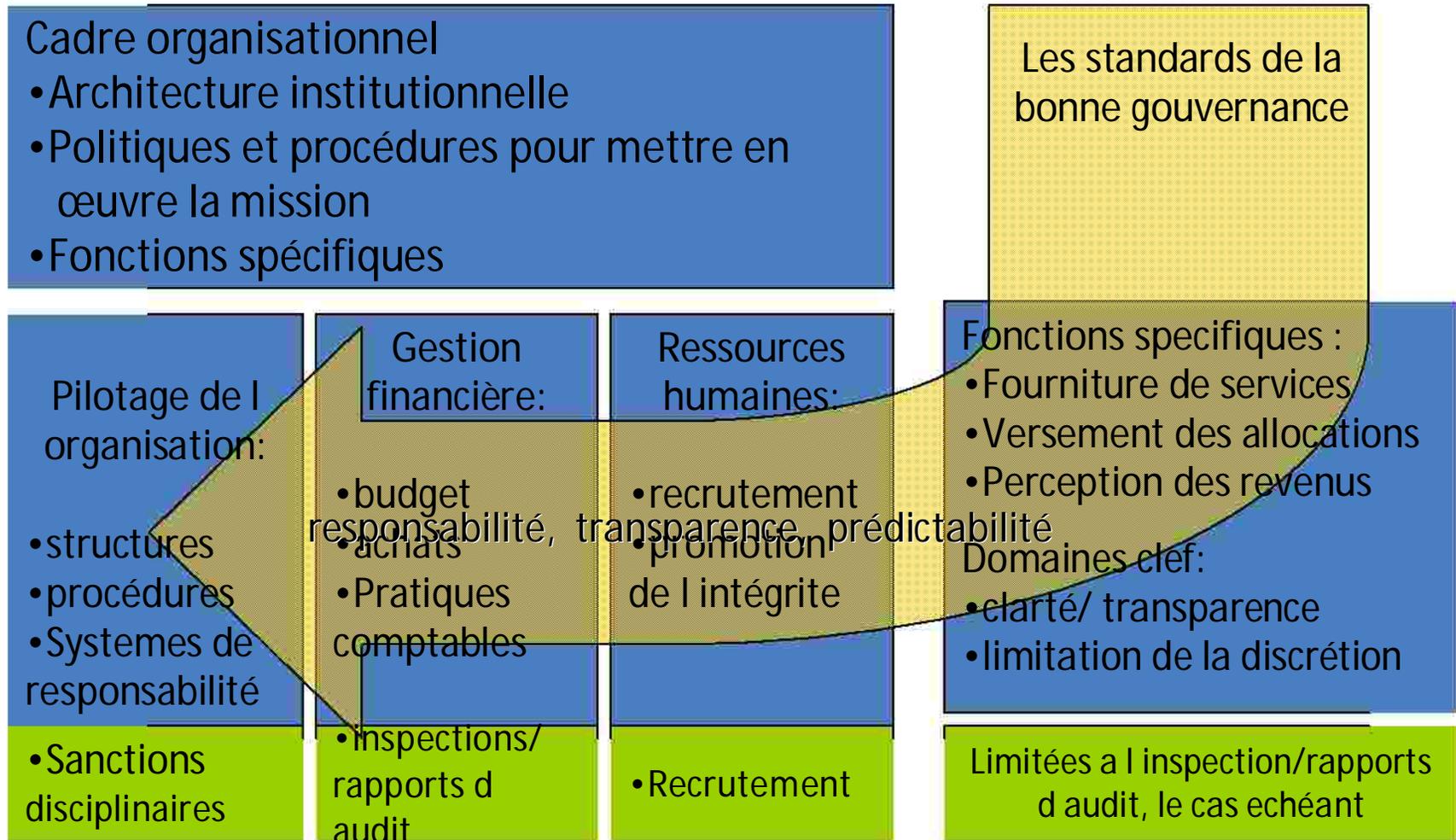
Centrée sur les situations/fonctions en contact direct avec le risque de corruption/engagées dans sa prévention

- Ø Gestion financière
- Ø Gestion des ressources humaines
- Ø Responsabilité/Supervision (y compris les mécanismes de plainte)
- Ø Ethique et cadre d'intégrité
- Ø Transparence
 - clarté (simplification) & transparence des procédures
 - clarté & transparence des procédure de prise de décision (restreint la discrétion)
 - accès à l'information
- Ø Politiques anti-corruption

Questionnaire visant à évaluer le risque dans une institution

- A. Rôle de l'organisation
- B. Budget
- C. Gestion des ressources humaines
- D. Procédures et chaîne de prise de décision
- E. Enregistrement
- F. Transparence
- G. Accès à l'information
- H. Cadre éthique et d'intégrité
- I. Mécanisme de responsabilité
- J. Notification interne des infractions éthiques
- K. Mécanismes de plainte
- L. Procédures disciplinaires et sanctions
- M. Secteurs vulnérables
- N. Politique anti-corruption, codes de conduite et réglementation éthique

Le Conseil de l'Europe s appuie sur un cadre pré-établi



OCDE/Sigma: Rapport d'intégrité

1. Stratégies Anti-corruption et d'Intégrité

2. Prévention

- Le Financement des partis politiques
- Intégrité des agents, parlementaires, branches exécutifs
- Prévention de la corruption parmi les juges/procureurs
- Intégrité du service public
- Prévention de la corruption dans les services essentiels
- Protection des donneurs d'alerte; obligation de rapporter les faits de corruption

3. Incrimination de la corruption

Le Tableau de bord: Global Integrity

1. Organisations non gouvernementales, Information publique et Media
2. Elections
3. Système public d'encadrement des conflits d'intérêts / liste de contrôle et bilan
4. Administration publique et Professionnalisme
5. Organes gouvernementaux de supervision et de contrôle
6. Cadre légal anti-corruption, Impartialité du judiciaire et Professionnalisme des forces de l'ordre



Council of Europe
Conseil de l'Europe

SNAC - Promotion of Good Governance and
Fight against corruption

www.coe.int/snac

Merci pour votre attention!

Ø Marijana Trivunovic, Experte
trivunoivc@gmx.net

Ø Guillaume Parent, Coordinateur du Projet SNAC
guillaume.parent@coe.int

Financé
par l'Union Européenne



UNION EUROPÉENNE



COUNCIL
OF EUROPE
CONSEIL
DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe